

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Marché n°25-568-106

**Surveillance nocturne des bâtiments, des structures d'accueil du public et des sites
mégolithiques de Carnac pendant la période estivale**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES VALANT ACTE D'ENGAGEMENT (CCP – AE)

SERVICE GESTIONNAIRE DU MARCHE : Sites mégalithiques de Carnac, Barnenez,
Locmariaquer

COMPTABLE ASSIGNATAIRE : L'agent comptable du Centre des Monuments
Nationaux - Hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine - 75186 PARIS CEDEX 04

Mois M0 = Mois de remise des offres

CONTRACTANT

Le présent marché est conclu entre :

Le Centre des monuments nationaux, représenté comme indiqué ci-dessus.

D'une part, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur »,

Et d'autre part¹,

Le candidat, co-contractant, ci-après dénommé « le titulaire » :

Dénomination sociale :

Ayant son siège social à :

Ayant pour numéro unique d'identification SIRET² :

Représentée par :

Nom :

Qualité³ :

☐ Représentant légal de l'entreprise.

☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise.

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché seront exécutées⁴ :

☐ Par le siège.

☐ Par l'établissement suivant :

Nom :

Adresse :

Numéro unique d'identification SIRET :

Après avoir pris connaissance des pièces contractuelles du marché et des documents qui y sont mentionnés, fourni les certificats, les déclarations et attestations prévus aux articles R.2143-3 à R.2143-16 du Code de la commande publique,

M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies au marché.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si le marché est attribué dans un délai de **six (6) mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de la consultation.

OU

Le groupement solidaire ou conjoint⁵, ci-après dénommé « le titulaire » :

1^{er} co-traitant mandataire du groupement :

Dénomination sociale :

Ayant son siège social à :

Ayant pour numéro unique d'identification SIRET⁶ :

Représentée par :

Nom :

¹ Le candidat doit cocher la situation concernée.

² Les entreprises étrangères indiquent, s'il en existe un, leur numéro d'inscription dans le registre public concerné.

³ La personne physique représentant le candidat doit cocher la situation concernée.

⁴ Le candidat doit cocher la situation concernée. **Lorsque les prestations seront réalisées par un établissement n'ayant pas de personnalité morale, le représentant légal du siège de l'entreprise doit fournir en annexe au présent marché le pouvoir habilitant l'établissement à réaliser les prestations faisant l'objet du présent marché.**

⁵ Rayer la mention inutile.

⁶ Les entreprises étrangères indiquent, s'il en existe un, leur numéro d'inscription dans le registre public concerné.

Qualité⁷ :

- ☐ Représentant légal de l'entreprise.
- ☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise.

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché seront exécutées⁸ :

- ☐ Par le siège.
- ☐ Par l'établissement suivant :

Nom :

Adresse :

Numéro unique d'identification SIRET :

2^{ème} co-traitant⁹ :

Dénomination sociale :

Ayant son siège social à :

Numéro unique d'identification SIRET¹⁰ :

Représentée par :

Nom :

Qualité¹¹ :

- ☐ Représentant légal de l'entreprise.
- ☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise.

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché seront exécutées¹² :

- ☐ Par le siège.
- ☐ Par l'établissement suivant :

Nom :

Adresse :

Numéro unique d'identification SIRET :

Chaque membre du groupement ayant pris connaissance des pièces du marché et des documents qui y sont mentionnés, fourni les certificats, les déclarations et attestations prévus aux articles R.2143-3 à R.2143-16 du code de la commande publique,

NOUS ENGAGEONS sans réserve, en qualité d'entrepreneurs groupés solidaires ou conjoints¹³, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies au marché.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si le marché est attribué dans un délai de **six (6) mois** à compter de la date limite de remise des offres indiquée dans le règlement de la consultation.

⁷ La personne physique représentant le candidat doit cocher la situation concernée.

⁸ Le candidat doit cocher la situation concernée. Lorsque les prestations seront réalisées par un établissement n'ayant pas de personnalité morale, le représentant légal du siège de l'entreprise doit fournir en annexe au présent marché le pouvoir habilitant l'établissement à réaliser les prestations faisant l'objet du présent marché.

⁹ En cas de groupement composé de plus de deux co-traitants, l'identification exacte des autres co-traitants doit être annexée au présent marché.

¹⁰ Les entreprises étrangères indiquent, s'il en existe un, leur numéro d'inscription dans le registre public concerné.

¹¹ Cocher la situation concernée.

¹² Le candidat doit cocher la situation concernée. Lorsque les prestations seront réalisées par un établissement n'ayant pas de personnalité morale, le représentant légal du siège de l'entreprise doit fournir en annexe au présent marché le pouvoir habilitant l'établissement à réaliser les prestations faisant l'objet du présent marché.

¹³ Rayer la mention inutile.

Sommaire

CONTEXTE	- 7 -
Article 1 - Objet du marché	- 7 -
Article 2 - Procédure de passation du marché	- 7 -
Article 3 - Délai de validité des offres	- 7 -
Article 4 - Pièces constitutives du marché	- 7 -
Article 5 - Durée du marché et délais d'exécution des prestations	- 9 -
5-1 Durée du marché	- 9 -
5-2 Délais d'exécution des prestations	- 9 -
5-3 Démarrage des prestations	- 9 -
Article 6 - Correspondants	- 9 -
6-1 Correspondant du Centre des monuments nationaux	- 9 -
6-2 Correspondant du Titulaire	- 10 -
Article 7 – Description de la prestation attendue	- 10 -
7-1 Rondes à heures déterminées.....	- 10 -
7-2 Rondes à heures non déterminées.....	- 10 -
7-3 Dispositions concernant le véhicule de ronde	- 12 -
7-4 Consignes particulières	- 12 -
Article 8 - Périodes et horaires de surveillance	- 13 -
8.1 Périodes et horaires	- 13 -
8.2 Adaptation et modification des périodes et horaires de prestation	- 13 -
Article 9 - Prestations complémentaires (Part à commandes)	- 14 -
Article 10 - Obligations du Titulaire.....	- 14 -
10-1 Généralités.....	- 14 -
10-2 Moyens humains et matériels	- 15 -
10-3 Respect des consignes.....	- 16 -
10-4 Arrêt de travail des agents.....	- 17 -
10-5 Respect des réglementations	- 17 -
10-6 Obligation de discrétion	- 17 -
10-7 Conditions relatives à la reprise du personnel.....	- 17 -
Article 11 - Moyens mis à disposition du personnel du Titulaire	- 17 -
Article 12 - Forme des notifications et informations	- 18 -
Article 13 - Constatation de l'exécution des prestations.....	- 18 -
Article 14 - Montant du marché	- 18 -
Article 15 - Modalités de détermination des prix	- 19 -
15-1 Forme des prix	- 19 -
15-2 Contenu des prix.....	- 19 -
15-3 Mois d'établissement des prix.....	- 20 -

15-4 Révision des prix.....	- 20 -
Article 16 - Modalités des règlements des comptes	- 20 -
16-1 Compte à créditer	- 20 -
16-2 Facturation	- 21 -
16-3 Production des factures	- 21 -
16-4 Répartition des paiements	- 22 -
16-5 Délai de paiement	- 22 -
16-7 Avance	- 22 -
Article 17 - Pénalités	- 23 -
17.1 – Retard des agents	- 23 -
17.2 – Liste du personnel non mise à jour	- 24 -
17.3 – Main-courante	- 24 -
17.4 – Non-respect des consignes	- 24 -
17.5 – Non port de la tenue vestimentaire	- 24 -
17.6 – Non transmission des informations relatives à la reprise du personnel	- 24 -
17.7 – Mise en demeure	- 24 -
Article 18 - Sous-traitance	- 25 -
Article 19 - Cession ou nantissement de créance	- 25 -
Article 20 - Assurances	- 26 -
Article 21 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	- 26 -
Article 22 - Changement dans la structure de la société	- 26 -
Article 23 - Obligation de transmission semestrielle	- 27 -
Article 24 - Résiliation	- 27 -
Article 25 - Litiges	- 27 -
Article 26 – Clause Diversité et égalité	- 28 -
Article 26 – Dérogations	- 28 -
ANNEXE N°2 RELATIVE A LA PRESENTATION D'UN OU DE PLUSIEURS SOUS-TRAITANTS.....	- 30 -
ANNEXE N°3 RELATIVE A LA REPARTITION DES PRESTATIONS (GROUPEMENT CONJOINT)	- 31 -

CONTEXTE

Le Centre des monuments nationaux est un établissement public administratif dont les statuts sont fixés par les articles L. 141-1 et R.141-1 et suivants du code du patrimoine. Il est placé sous tutelle du ministre chargé de la Culture.

La présentation du Centre des monuments nationaux et de ses activités, est consultable sur le site internet du Centre des monuments nationaux : <http://www.monuments-nationaux.fr>

Il a pour mission d'entretenir, restaurer, mettre en valeur et ouvrir au public les monuments historiques qui lui sont affectés. Il a ainsi la charge d'une centaine de monuments dont les sites mégalithiques de Carnac.

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de surveillance nocturne des bâtiments, des structures d'accueil du public et des sites mégalithiques de Carnac et de la Trinité sur mer (dénommés « alignements de Carnac ») pendant la période estivale.

Le présent CCP-AE a pour objet de fixer les différentes caractéristiques techniques de ce marché.

En dehors des cas de force majeure reconnue par les juridictions françaises, le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Article 2 - Procédure de passation du marché

En raison de son objet, le présent marché est passé en procédure adaptée – services sociaux et spécifiques en application des articles L.2123-1 R.2123-1 3°, R.2123-4 et R.2123-5 du Code de la Commande Publique.

Article 3 - Délai de validité des offres

Les pièces transmises par le candidat sont soumises à un délai de validité des offres de **six (6) mois** à compter de la date limite de remise des offres.

Article 4 - Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- Le présent **Cahier des Clauses Particulières valant Acte d'Engagement** (CCP-AE) et son annexe n°1 (plan du site), ainsi que les annexes n°2 et n°3 le cas échéant
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié dans le Journal Officiel de la République Française du 1^{er} avril 2021
- La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (DPGF), dans ses seuls éléments de prix
- Le **Bordereau des Prix Unitaires** (BPU), sur ses seuls prix unitaires
- Le **mémoire technique** présenté par le titulaire dans son offre,

- Le **planning prévisionnel d'intervention** (année N), adapté chaque année en fonction du besoin du pouvoir adjudicateur

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché. Elles sont réputées connues des parties en présence, la signature des pièces particulières entraînant leur acceptation.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Le Titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

En cas d'évolution, pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent AE ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le Titulaire doit en informer par écrit le Pouvoir adjudicateur pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution.

Cette information doit être accompagnée d'une analyse, au moins sommaire, des incidences de ces évolutions sur le marché. La décision du Pouvoir adjudicateur est alors notifiée par écrit au Titulaire dans un délai de trois (3) semaines. À défaut de notification, cette évolution n'est pas prise en compte.

En l'absence d'initiative du Titulaire, celui-ci est réputé avoir intégré cette évolution dans ses prestations, sans incidence sur le prix de sa rémunération.

Remarque :

En cas de litige, seul l'original des pièces détenu par le Pouvoir adjudicateur fait foi.

En cas de contradiction, la pièce de rang le plus élevé prévaut.

Une contradiction s'entend d'une impossibilité radicale d'appliquer simultanément deux stipulations. Si tel n'est pas le cas, les stipulations sont considérées comme complémentaires et s'appliquent.

Les annexes aux pièces sont également citées par ordre de priorité décroissante, l'annexe de rang le plus élevé prévaut sur la suivante.

Cette disposition est d'application générale, sauf dans les cas suivants :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée (erreur de frappe ou d'impression) et aboutirait à une réalisation aberrante; l'indication qui apparaît manifestement comme étant la plus logique sera alors d'application même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- En cas d'accord intervenu entre les parties concernées par la contradiction.

Engagements unilatéraux du Titulaire :

Les documents présentés par le Titulaire à l'appui de son offre constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du Pouvoir adjudicateur qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du Titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations (objet du marché) diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans son offre technique et dans les conditions de prix et de délais convenues.

Article 5 - Durée du marché et délais d'exécution des prestations

5-1 Durée du marché

Part forfaitaire : Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification.

Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée d'un an sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans. Le Titulaire ne peut refuser sa reconduction.

Dans le cas où le Centre des monuments nationaux souhaite ne pas reconduire le marché, il notifie au titulaire, par tout moyen, sa décision de non-reconduction au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire du marché. Le Titulaire ne saurait prétendre à une indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

Part à commandes : La part à commandes est conclue pour la même durée que la part forfaitaire. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l'expiration du marché.

5-2 Délais d'exécution des prestations

Part forfaitaire : Les prestations interviendront pendant la période estivale, soit approximativement lors des mois de juillet et août.

Conformément au planning figurant dans le dossier de consultation des entreprises, pour l'année 2025, les prestations débuteront le vendredi 11 juillet 2025 (la première surveillance débute à 21h) et se termineront le vendredi 29 Août 2025 à 7h.

En ce qui concerne les années de reconduction potentielles (2026, 2027 et 2028), le planning prévisionnel renseigné par le responsable sécurité du monument sera communiqué au titulaire deux (2) mois avant la date effective de début des prestations.

Il est porté à l'attention des candidats que les prestations peuvent ne pas durer deux mois complets, en fonction du calendrier des vacances d'été. En pareil cas, le prix forfaitaire pourra être revu à la baisse en fonction du nombre de nuits effectivement travaillées.

Part à commandes : Les prestations doivent être exécutées dans un délai propre à chaque commande, fixé dans le bon de commande, soit sous la forme d'une date limite d'exécution, soit sous la forme d'un calendrier établi en accord avec le Pouvoir adjudicateur. Le délai d'exécution ne commence à courir qu'à partir de la date d'effet du bon de commande commandant les prestations

5-3 Démarrage des prestations

Sous réserve que le marché soit notifié à cette date, les prestations de l'année 2025 débuteront au 11 juillet 2025, à 21h00.

Article 6 - Correspondants

6-1 Correspondant du Centre des monuments nationaux

Le correspondant Centre des monuments nationaux, chargé du suivi, est l'Administrateur du monument ou son représentant, qui sera l'interlocuteur principal du Titulaire du présent marché.

6-2 Correspondant du Titulaire

Afin de faciliter l'exécution du présent marché et pour assurer un suivi de qualité, le Titulaire s'engage à communiquer aux interlocuteurs du Centre des monuments nationaux énoncés ci-dessus les coordonnées précises d'un correspondant (nom, adresse, téléphone, e-mail).

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra être communiqué aux interlocuteurs du Centre des monuments nationaux dans les meilleurs délais.

Article 7 – Description des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires de surveillance se déclinent comme suit :

- **Surveillance par rondes du 11 juillet au 29 Août** : deux rondes de 30 mn chacune à heures déterminées et deux rondes de 30 mn à heures non déterminées au minimum au moyen d'un véhicule fourni par le prestataire et d'un agent de surveillance habillé en uniforme avec la mention de son entreprise, muni de moyens de communication lui permettant d'intervenir en tous lieux en cas de besoin.
- **Surveillance sur site du 16 au 29 Août 2025** : présence d'un agent de 21h à 7h sur le site exclusif du Ménéac pour surveiller le matériel technique et audiovisuel du prestataire de spectacle Skedanoz

Les procédures générales et les consignes particulières attendues pour ces rondes seront transmises au Titulaire à l'occasion de la réunion préparatoire prévue en début d'exécution de marché.

7-1 Surveillance par rondes du 11 juillet au 29 Août (calendrier variable selon les années)

La surveillance par ronde s'effectue le long des différents alignements (4kms) et à proximité des terrains et des bâtiments utilitaires, administratifs ou d'accueil (maison des Pins, maison des mégalithes, classes du patrimoine, atelier du service entretien, maison du Belge, sentier des mégalithes), gérés par le CMN (plan annexé).

7.1.1 Rondes à heures déterminées

Les rondes à heures déterminées, au nombre de deux, sont effectuées à la prise de service à 21h et en fin de service (entre 5h30 et 6h30).

Dès la prise de service l'agent de surveillance devra faire le tour de l'ensemble du site afin de s'assurer notamment de la bonne fermeture des divers bâtiments et éventuellement de leur mise sous alarme. Le personnel de surveillance devra vérifier la bonne fermeture des portillons d'accès aux sites, selon les instructions données par le CMN.

La porte d'accès du moulin de Kermaux (cf. plan du site) dont l'accès est libre en journée, ainsi que les toilettes situées à proximité du site de Kermario devront être verrouillées dès la première ronde, et ré-ouvert le lendemain matin au moment de la dernière ronde. Au cas où des visiteurs seraient encore présents au moment de la fermeture, le personnel de surveillance devra faire évacuer le lieu en faisant preuve d'un comportement exempt de tout reproche.

La première ronde amènera le personnel de surveillance à se rendre sur l'alignement du Petit Ménéac, alignement non clôturé situé sur la commune de La Trinité sur mer afin de vérifier notamment qu'aucun feu de camp n'est organisé.

7.1.2 Rondes à heures non déterminées

Les rondes à heures non déterminées, au nombre de deux, sont effectuées en prenant soin de suivre des itinéraires et des horaires différents afin d'éviter les circuits routiniers et d'être identifiés par d'éventuelles personnes malveillantes.

Ces rondes sont effectuées à pied ou/et en voiture le long, aux alentours et à l'intérieur des différents sites et locaux du CMN.

La vigilance sera constante et reposera sur l'observation du bon état et de la propreté des bâtiments, des terrains, des sites, du matériel, des véhicules et des équipements gérés par le CMN, du comportement correct du public présent aux alentours des sites, des terrains et des bâtiments et de la tranquillité des moutons du site.

Tout objet suspect (sac(s), colis sans propriétaire, objet(s), vélo(s) avec sacoche(s) accroché(s) autour des grilles, portes, barrière et grillages des sites ou des bâtiments...) qui se trouverait à proximité des sites et/ou des bâtiments du CMN devra faire l'objet d'une procédure précise et conforme à la vigilance exigée par le plan Vigipirate actuellement en vigueur :

- établissement d'un périmètre de sécurité autour de l'objet suspect
- appel des forces de l'ordre et évacuation du public éventuellement présent,
- mise à disposition des forces de l'ordre dès leur arrivée et information de la situation au personnel CMN d'astreinte.

En cas d'évènement(s) temporaire(s), exceptionnel(s), programmés(s) ou imprévu(s) expositions, manifestations, projections, visites officielles, préparation d'évènement, travaux, risques particuliers...) une surveillance et une vigilance particulière pourront être demandées exceptionnellement et ponctuellement au Titulaire (surveillance de barnum, de matériel et/ou d'objets d'art entreposés et exposés en extérieur, poste fixe sur zone délimité...). Ces prestations exceptionnelles ayant lieu pendant les périodes et horaires de surveillance décrits à l'article 8 du présent C.C.P, aucune facturation complémentaire ne pourra être présentée par le Titulaire.

Tout acte ou fait anormal sera suivi d'une intervention de la part du ou des agents en poste et sera signalé sur la main courante. Les actes graves, imprévus ou dangereux liés à la sécurité incendie, le vol, l'effraction, la sûreté devront être signalés directement et en temps réel au personnel du CMN de permanence.

Eventuellement, l'agent de surveillance portera assistance au personnel du CMN ou sera appelé à intervenir directement du fait d'alarmes ou de renvoi d'alarme téléphonique.

Le Titulaire devra fournir à l'agent de surveillance un téléphone portable disposant d'un forfait d'appel lui permettant en toutes circonstances et en tous lieux de joindre le correspondant du Titulaire. Le CMN communiquera à la gendarmerie de Carnac, ainsi qu'à la société de télésurveillance du site (alarmes anti-intrusion) le numéro de portable de l'agent en place. En cas de changement de numéro, le Titulaire devra transmettre au CMN, par courriel dans les meilleurs délais, son nouveau numéro.

Compte tenu du nombre de bâtiments à surveiller et du caractère aléatoire des tournées de surveillance, il n'est pas imposé a priori, de base fixe particulière au Titulaire mais il pourra en être autrement à la demande de l'administrateur du site ou de son représentant.

A la fin de la mission de surveillance, ou à tout moment durant la période de la prestation de surveillance à la demande du Titulaire en cas d'évènement grave le justifiant, le bilan des rondes pointées devra être fourni de manière électronique au Titulaire. Ce bilan devra comporter les informations suivantes : nombre de rondes par jour, heures et lieux des rondes pointées.

7.1.3 Dispositions concernant le véhicule de ronde

Le véhicule de ronde ne pourra pas être utilisé à l'intérieur des alignements. Il devra porter la mention « surveillance » et le nom de la société du Titulaire. Il devra être maintenu en bon état de propreté, et être en parfaite conformité avec la législation. La copie de la carte grise, de l'assurance et éventuellement du contrôle technique seront fournis au CMN avant tout commencement d'exécution.

A chaque fin de service, le Titulaire devra être alerté par l'agent de surveillance de toute anomalie concernant le véhicule. Le Titulaire devra soit réparer le véhicule, soit fournir un véhicule de remplacement avant l'heure de reprise de service.

En cas de panne du véhicule, pendant la durée du service, le Titulaire devra être immédiatement averti par son personnel de surveillance. Le Titulaire disposera alors de 4 heures pour fournir à son personnel de surveillance un véhicule de remplacement, si la panne est intervenue pendant la période de service.

Tous les accidents relatifs au véhicule seront consignés dans le registre de garde.

Le Titulaire pourra faire toute proposition qu'il jugerait nécessaire pour améliorer la prestation. La mise en œuvre de ses propositions reste à la décision du correspondant du Centre des monuments nationaux.

7-2 Surveillance sur site du 16 au 29 Août 2025

Cette prestation consiste en la présence d'un agent de 21h à 7h sur le site exclusif du Ménéca pour surveiller le matériel technique et audiovisuel du prestataire de spectacle Skedanoz.

La surveillance sur site consiste à sécuriser le chemin piétonnier derrière le site du Ménéca avant et pendant le spectacle (de 21h à 23h30) puis de surveiller le matériel entreposé dans le site et sur la tour jusqu'à 7h du matin.

7-3 Clause environnementale d'exécution

Les conditions d'exécution des prestations comportent les éléments à caractère environnemental suivants : tous les documents livrables devront être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

7-4 Consignes particulières

Au cas où un feu serait allumé (feu de camp, barbecue, ou début d'incendie) le personnel de surveillance devra procéder à son extinction par le moyen le plus approprié. Dans le cas d'un incendie plus important qu'il serait impossible d'éteindre avec le contenu d'un extincteur, le personnel devra avertir les pompiers, la police municipale de la commune et l'agent d'astreinte du CMN.

Pour mener à bien cette mission, un extincteur à eau pulvérisée avec additif de 6 litres sera mis à la disposition du Titulaire qui est tenu de conserver l'extincteur dans le véhicule durant toute la période de surveillance du site. En cas d'utilisation totale ou partielle de l'extincteur, ce dernier devra être restitué le matin même à la maison des Pins et la demande de recharge sera consignée sur le registre de « main courante ». Le CMN mettra à disposition du Titulaire un nouvel extincteur dès la prochaine prise de service.

L'extincteur mis à disposition peut être utilisé pour tout départ d'incendie maîtrisable quel que soit l'endroit du

site concerné. Par ailleurs, les moyens d'extinctions des bâtiments du site ainsi que le défibrillateur automatisé externe (situé à la maison des mégalithes) doivent être utilisés en cas de nécessité en attendant les moyens de secours appropriés.

En cas d'utilisation des moyens d'extinctions et de secours appartenant au CMN, pour un début d'incendie, le personnel d'astreinte devra en être informé directement et dans les plus brefs délais. Ces faits seront également consignés dans le cahier de liaison situé à la maison des Pins.

Article 8 - Périodes et horaires de surveillance

8.1 Périodes et horaires

Les prestations des 2 agents de surveillance sont effectuées aux périodes et horaires suivants :

➤ L'agent de surveillance

Période d'été*	Horaires de surveillance
49 nuits (juillet et août)	4 rondes de 30 minutes entre 21 h00 à 7h00

➤ L'agent de surveillance (période de renfort)

Période d'été**	Horaires de surveillance
13 nuits (août)	De 21 h00 à 7h00

Le planning prévisionnel renseigné par le responsable sécurité du monument sera en cas de reconduction du marché communiqué au titulaire 2 mois avant la date effective de début des prestations.

8.2 Adaptation et modification des périodes et horaires de prestation

- Agent de surveillance

La période et les horaires de l'agent de surveillance pourront être adaptés à la demande du CMN en fonction de risques identifiés ou de situations nouvelles ou imprévues (manifestations culturelles, surveillance de travaux, malveillance sur les personnes et les biens mobiliers ou immobiliers...).

De plus, la période d'exécution des prestations pourra être adaptée en fonction du calendrier des vacances d'été, ce qui peut impliquer un nombre de nuits de prestations inférieur aux 49 nuits mentionnées ci-dessus. En pareil cas, le prix forfaitaire pourra être revu à la baisse en fonction du nombre de nuits effectivement travaillées.

- Agent de surveillance (renfort)

Les horaires de l'agent de surveillance en renfort, ne sont pas modifiables et réservés à une seule mission.

La prise et la fin de service des agents du Titulaire prennent effet au bâtiment administratif, la Maison des Pins, 1 Route de Kerlescan – 56340 Carnac où les clés, le badge, les codes d'accès et les instructions particulières sont disponibles.

Toute observation utile pendant le service est consignée dans le registre de « main courante » mis à disposition du Titulaire par le CMN ainsi que les clés et badge d'accès aux sites et aux différents bâtiments à surveiller.

Les jours ouvrables, à la fin de service et dans la mesure du possible, le personnel du Titulaire, s'entretiendra avec l'administrateur ou son représentant notamment pour faire le point sur la nuit de surveillance qu'il vient d'effectuer et pour signaler toutes remarques (observations, compte rendu d'interventions, anomalies, questions diverses...).

Une réunion préparatoire et une réunion bilan seront organisées en début et en fin de chaque période d'exécution du marché.

Article 9 - Prestations complémentaires (Part à commandes)

L'administrateur du site se réserve la possibilité de commander au Titulaire des prestations complémentaires en dehors des prestations prévues aux jours et horaires d'intervention mentionnés à l'article 8 du présent C.C.P-A.E, sur production et acceptation par l'administrateur des sites d'un devis, établi sur la base des taux horaires définis dans le bordereau des prix unitaires (B.P.U).

Ces bons de commandes comporteront les mentions suivantes :

- la référence du présent marché,
- le numéro de la commande,
- la date de la demande,
- la nature de la prestation,
- le lieu d'exécution de la prestation,
- le taux horaire H.T de la prestation,
- la durée d'exécution de la prestation,
- le montant total H.T et T.T.C. de la prestation,

Les demandes d'intervention seront adressées au Titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine (courrier ou courriel). Le délai d'intervention court à compter de la réception de la demande.

La part à commandes est conclue sans montant minimum et avec un montant annuel maximum de 2 000 € HT.

Article 10 - Obligations du Titulaire

10-1 Généralités

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de l'ensemble des prestations à accomplir au titre du marché.

D'autre part, le titulaire doit avoir recueilli auprès de l'administrateur du Monument ou son représentant tous les renseignements pouvant être donnés et nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des prestations du marché, sans aucun dommage pour lui.

Il ne saura se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante de tous les éléments décrits notamment dans le présent Cahier des Clauses Particulières valant Acte d'Engagement (CCP-AE).

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent document et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles et nécessaires pour l'accomplissement des prestations prévues.

Tous les moyens et modalités décrits dans le présent C.C.P- A.E ou tous les documents qui y sont cités sont des moyens nécessaires au Titulaire pour satisfaire à ses obligations et constituent un cadre permettant au candidat d'estimer son organisation et ses coûts. Le respect de ces moyens ne peut suffire au Titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

10-2 Moyens humains et matériels

10.2.1 Moyens humains

Le Titulaire s'engage à mettre en place les moyens nécessaires pour effectuer ses prestations dans des conditions de qualité irréprochable. Il doit notamment mettre en place un personnel d'encadrement en nombre suffisant et dont les fonctions seront définies dans l'offre du titulaire.

Le Titulaire s'engage à respecter les textes de loi en vigueur sur les conditions de travail.

La signature du présent marché par le titulaire constitue son accord et sa reconnaissance du respect de la législation.

Le Titulaire devra fournir au Centre des monuments nationaux la liste nominative du personnel d'encadrement qui est seul habilité à recevoir les instructions du Centre des monuments nationaux. Pour des raisons de sécurité, le Centre des monuments nationaux devra toujours avoir la liste nominative à jour de l'ensemble du personnel présent. Cette liste devra être fournie avant tout commencement d'exécution. Sa mise à jour est obligatoire et devra être communiqué à l'administrateur du monument par télécopie, 8 jours avant l'entrée en vigueur des changements effectués.

Le Titulaire recrute, rémunère, emploie et forme sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution de la mission. Au cas où les moyens fournis ne seraient pas adaptés à la prestation, le titulaire en supporterait seul les conséquences et ne pourrait s'en prévaloir pour diminuer la qualité des prestations.

Ces personnes possèdent les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Les qualifications sont présentées au Centre des monuments nationaux, qui garde la possibilité de refuser le personnel présenté.

Pour tout changement de personnel en cours de marché, le Titulaire doit adresser à l'administrateur du monument ou son représentant une demande par courriel d'agrément et la justification du changement, avant la date de début d'intervention de ce personnel. En cas de non-respect de cette disposition, le titulaire encourt la pénalité forfaitaire prévue à l'article 15 du présent C.C.P.

Le Titulaire vérifie que l'ensemble du personnel d'intervention a bien la qualification correspondante à sa mission, et a une bonne connaissance de la topographie des lieux, des consignes de sécurité et d'accès données par l'administrateur du monument ou son représentant.

Le Titulaire remplace immédiatement le personnel absent (congrés, maladie, etc.) ou qui ne donnerait pas satisfaction.

Tout remplacement s'effectue avec une expérience significative équivalente dans le domaine du marché. Un remplacement ne peut modifier les conditions d'exécution du marché, en particulier en ce qui concerne les prix et les délais d'exécution.

Dans le cadre de la qualité des prestations attendues de la part du Titulaire, celui-ci s'engage, sauf motif grave, à ne pas modifier profondément et rapidement le personnel mis en place.

Le Titulaire s'engage à ce que ses prestations soient effectuées de façon tout à fait irréprochable et à ce que son personnel observe une discrétion absolue sur tout ce qui touche à l'établissement tant vis-à-vis du personnel de ce dernier que vis-à-vis de quiconque à l'extérieur.

10.2.2 Moyens matériels

- **Véhicule**

Le titulaire doit mettre à disposition des agents qu'il affecte à la prestation, un véhicule adapté à la physionomie du terrain et avec un rejet carbone maîtrisé.

Il devra être entretenu par le titulaire et être conforme à la réglementation en vigueur pour la circulation des automobiles.

Le véhicule doit permettre d'accueillir également un jeu de deux extincteurs portatifs.

- **Autres équipements**

Le titulaire doit mettre à disposition pour chacun des agents qu'il affecte à la prestation :

- un téléphone PTI avec Géolocalisation de type GPS.
- une tenue vestimentaire adaptée à la nature du terrain et au travail en extérieur, propres, soignées et régulièrement remplacées. La tenue doit comporter des bandes réfléchissantes et permettre l'identification et la sécurité des agents.

10-3 Respect des consignes

Le Titulaire s'engage à faire respecter à son personnel les consignes énumérées ci-dessous.

Il est interdit :

- d'utiliser les téléphones des locaux,
- d'utiliser les équipements que renferment les locaux, notamment les machines à reprographier, terminaux ou ensembles informatiques,
- de pénétrer dans les locaux en état d'ivresse ou sous l'influence de drogues,
- de fumer dans les locaux
- de provoquer du désordre d'une façon quelconque sur les lieux de travail
- de manquer de respect au personnel de l'établissement,
- de récupérer pour son compte ou celui de tiers tous matériels, documents ou papiers, même semblant avoir été laissés à l'abandon,
- de pénétrer dans les locaux et les sites avec du personnel extérieur à la société du titulaire.
- de répondre aux questions liés à la sûreté du site ni aborder ces thèmes auprès de tiers mêmes proches.
- d'introduire dans les locaux du site : des armes et munitions, des substances explosives ou inflammables, des objets dangereux, nauséabonds, encombrants, des animaux (à l'exception du chien).
- de procéder à des quêtes, de s'y livrer à tout commerce, publicité, propagande ou toute opération susceptible de troubler la tranquillité des lieux.

Le Titulaire devra prendre, si l'une au moins de ces règles devait être enfreinte, toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser toutes malfaçons dans le travail et toutes dégradations des locaux, matériels ou objets signalés par l'administrateur du monument ou son représentant.

Dans l'éventualité où un ou plusieurs agents du titulaire auraient une conduite incompatible avec la bonne exécution des prestations, l'administrateur en informerait par tous moyens le Contractant qui prendrait toute mesure susceptible de normaliser la situation. Le Centre des monuments nationaux pourra exiger le remplacement immédiat de l'agent ayant fait preuve d'un comportement répréhensible.

10-4 Arrêt de travail des agents

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu de prendre préventivement les mesures nécessaires afin d'assurer les prestations indispensables à la sécurité du monument. A défaut, le Centre des monuments nationaux se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par une entreprise de son choix, aux frais du prestataire.

10-5 Respect des réglementations

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à respecter :

- les lois, décrets, et arrêtés applicables aux prestations objets du présent marché,
- le code du travail, et ses décrets d'application,
- les normes françaises et européennes,
- tous autres documents réglementaires applicables aux prestations objet du marché.

10-6 Obligation de discrétion

Le Prestataire du marché qui, à l'occasion de l'exécution dudit marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements ou de documents, est tenu de maintenir secrète cette communication.

10-7 Conditions relatives à la reprise du personnel

Les conditions d'application de la convention collective des entreprises de gardiennage, sont applicables, pour ce qui concerne les modalités de reprise du personnel. Le titulaire du présent marché s'engage à fournir dans les 10 jours les éléments d'information relatifs à la reprise du personnel qui revêt un caractère essentiel dans la préparation d'une offre.

Ces informations sont communiquées dans le cadre d'une consultation en vue du remplacement du présent marché.

Il est rappelé que ces éléments concernent uniquement le personnel mis à disposition dans le cadre de la prestation actuelle, concernant uniquement la surveillance nocturne de l'enceinte du domaine.

Article 11 - Moyens mis à disposition du personnel du Titulaire

Le Centre des monuments nationaux s'engage à :

- mettre à la disposition du Titulaire tous moyens en sa possession pour faciliter l'exécution des prestations,
- lui faciliter l'accès aux locaux faisant l'objet du marché,

Il sera mis à disposition du personnel du Titulaire par le Centre des monuments nationaux un accès aux bureaux de la Maison des Pins et d'un trousseau de l'ensemble des clés, codes et badges, des bâtiments à surveiller à l'exception des logements de fonction.

En cas de perte ou de vol le Titulaire devra aviser dans les meilleurs délais (par courriel à : carnac@monuments-nationaux.fr et par téléphone au 02.97.52.77.95) l'administrateur des sites ou son représentant des exemplaires manquants.

Chaque clef manquante fera l'objet d'une facturation au Titulaire. Les codes d'accès aux bâtiments sous alarme seront communiqués au Titulaire avant tout début d'exécution des prestations (informations confidentielles).

Le personnel du Titulaire étant soumis en matière d'hygiène et de sécurité aux mêmes règles que le personnel du Centre des monuments nationaux, il veillera à conserver les lieux dans un bon état de propreté.

Le CMN met à disposition du personnel du Titulaire la cuisine de la maison de jour des ateliers du service entretien pour se restaurer. La kitchenette de la salle de réunion des bureaux administratifs de la Maison des Pins ne pourra en aucun cas être utilisée comme lieu de restauration.

Article 12 - Forme des notifications et informations

La notification au Titulaire des décisions ou informations du Centre des monuments nationaux qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au Titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du Titulaire mentionnée dans les documents du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

Article 13 - Constatation de l'exécution des prestations

Les interventions du Titulaire peuvent être contrôlées à tout moment, et sans que celui-ci en ait été préalablement avisé par l'administrateur du monument ou son représentant.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations réalisées et les spécifications du marché. Elles sont effectuées à l'occasion des interventions des agents du Titulaire portent essentiellement qualité des prestations exécutées, applicables conformément aux dispositions des articles 27 à 33 du C.C.A.G-F.C.S.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le Titulaire se verra appliquer des pénalités prévues à l'article 17 du présent C.C.P-A.E.

Article 14 - Montant du marché

Le présent marché comporte une part à bons de commande et une part forfaitaire.

- **Part forfaitaire**

La part forfaitaire (montant annuel) s'élève à la somme de :

Montant annuel en € HT	
Taux de la TVA (%)	
Montant annuel en € TTC	

Montant global TTC de l'offre (en lettres) :

.....
.....euros

Nota : Le montant forfaitaire versé au Titulaire chaque sera calculé en fonction en fonction du nombre de nuits effectivement travaillées, conformément aux dispositions de l'article 8 du présent C.C.P-A.E.

- **Part à bons de commandes**

Les prestations complémentaires sont rémunérées par l'application des prix unitaires référencés au Bordereau des Prix Unitaires. La part à commande est sans minimum et avec un maximum annuel de 3 000 € HT.

Article 15 - Modalités de détermination des prix

15-1 Forme des prix

Le marché est traité pour partie à prix forfaitaire et pour partie à prix unitaires pour les prestations complémentaires. Ainsi, il comprend :

- une part traitée à Prix Global et Forfaitaire. Les prestations et prix visés figurent dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- une part à commandes, exécutée par émission de bons de commande, pour les prestations complémentaires visées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

15-2 Contenu des prix

Le prix des prestations est établi en tenant compte de toutes les sujétions pouvant découler de l'exécution du présent marché quelles que soient les circonstances et hors les cas de force majeure reconnus par une juridiction compétente.

Il est réputé complet et comprend notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations notamment les déplacements, les frais de restauration.

15-3 Mois d'établissement des prix

L'offre de prix est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois prévu pour la remise des offres à savoir au mois de référence du prix proposé, appelé (mois zéro)

15-4 Révision des prix

Les prix du marché sont fermes pour la première année, soit pour une durée de 12 mois à compter de la date de notification du marché.

Le prix global et forfaitaire ainsi que les prix du bordereau des prix unitaires sont révisables à chaque reconduction, à la demande du titulaire, dans un délai de deux (2) mois avant la date anniversaire du marché selon la formule de révisions ci-dessous :

$$P(n) = P(o) [0,20 + 0,80 \times (I(n)/I(o))]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- I(n) : Indice du mois de révision des prix ;
- I(o) : Indice du mois de remise des offres.

L'index utilisé est le suivant : **CPF 80 – Services de sécurité – Base 2015 – Identifiant INSEE : 010546130**

Les index sont publiés sur le site internet de l'INSEE au lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546130#Revision>

Lorsque la valeur finale des indices n'est pas connue lors du mandatement, le Pouvoir adjudicateur procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié. Le Pouvoir adjudicateur procède à la revalorisation définitive dès que les indices correspondants sont publiés.

La formule de révision définie au présent article et ses paramètres seront modifiés par avenant si leur application est rendue impossible par suite de la modification ou de la disparition d'un ou plusieurs indices pris en compte.

La révision des prix est mise à la charge du titulaire qui transmettra au Pouvoir adjudicateur à la date d'échéance, le bordereau des prix unitaires révisé, en indiquant le taux de révision, le calcul et les sources d'information avec les index retenus.

Les prix révisés ne pourront être appliqués sur facture qu'après validation de la Pouvoir adjudicateur.

NOTA : En l'absence de transmission de révision des prix par le titulaire, les prix en cours restent valides jusqu'à la communication d'un document exploitable, sans pénalités, ni rétroactivité des prix.

NOTA 2 : Aucune révision des prix ne pourra être réclamée par le titulaire à l'échéance du marché pour des prestations déjà réalisées et payées.

Article 16 - Modalités des règlements des comptes

16-1 Compte à créditer

Le Centre des monuments nationaux se libère des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du Titulaire :

Coller un RIB original

(Joindre un RIB ou RIP original),

16-2 Facturation

Pour les prestations forfaitaires relevant de l'article 7 du présent C.C.P-A.E., le Titulaire établit à terme échu une facture correspondant à la réalité des prestations effectuées (notamment le nombre exact de nuits travaillées dépendant du planning fourni par le CMN avant l'exécution des prestations)

Pour les prestations relevant de l'article 9 du présent CCP-AE., le Titulaire établit, après service fait, une facture par bon de commande.

16-3 Production des factures

Le titulaire devra transmettre ses factures sous la forme électronique via la plate-forme de facturation Chorus Portail Pro (CPP).

Les factures sont obligatoirement déposées sur Chorus Portail Pro (site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>), conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Les identifiants CMN sont les suivants :

- SIRET : 18004601300017
- Service exécutant : (service gestionnaire : 568)
- EJ : marché à prix forfaitaire et BDC, voir la notification ou le BDC selon la situation.

Les factures doivent comporter, outre les mentions légales (raison sociale, adresse, forme juridique, numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire), les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du Titulaire,
- l'intitulé du marché,
- le numéro du marché,
- le descriptif des prestations réalisées,
- la date d'exécution des prestations,
- le cas échéant , le numéro du bon de commande,
- le montant hors taxes,
- le taux et le montant de la T.V.A. applicable,

- le montant toutes taxes comprises des prestations.

Les factures seront adressées à l'administrateur du monument concerné, chargé de viser le service fait, à l'adresse ci-dessous :

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX,
Site mégalithique de Carnac
BP 152
56343 Carnac Cedex

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable du Centre des monuments nationaux - Hôtel de Sully - 62 rue Saint-Antoine - 75186 PARIS CEDEX 04

16-4 Répartition des paiements

Les paiements sont répartis conformément à l'article 16-2 du présent C.C.P-A.E.

16-5 Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire est prévue (Article D2192-35 du Code de la Commande publique) pour frais de recouvrement, celle-ci est fixée à 40€.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités. L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque facture concernée, elle est due par facture.

16-7 Avance

- Avance pour la part forfaitaire

Une avance de 10 % du montant initial du marché est susceptible d'être accordée au titulaire si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai est supérieur à deux (2) mois.

Je souhaite bénéficier de l'avance prévue à l'article R.2191-3 du Code de la Commande Publique et dans les conditions définies au marché :

☐ Oui ☐ Non

Le mandatement de l'avance intervient sans formalités. Son délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de notification du présent marché.

Son montant ne pourra être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

En application de l'article R.2191-11 du Code de la Commande publique, le remboursement de l'avance s'effectuera par précompte sur les sommes dues dès que le montant cumulé de(s) facture(s) présentée(s) par le titulaire dépassera 65% du montant HT du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant HT du marché.

- Avance pour la part à commandes

Le présent marché ne prévoit pas d'avance pour les prestations de la part à commandes, dans la mesure où les conditions de l'article R2191-3 du code de la commande publique ne sont pas remplies pour les bons de commandes.

Article 17 - Pénalités

Les pénalités sont applicables en cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements contractuels.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

Une fois le montant de la pénalité déterminée, la pénalité sera appliquée au titulaire soit par l'émission d'un avoir par le Titulaire, soit par l'émission d'un titre de recettes par le Pouvoir adjudicateur, soit par prélèvement sur les sommes dues au Titulaire. Le choix se fera entre le Titulaire et le service gestionnaire du marché (avec information à l'acheteur en charge du marché).

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de moduler le montant d'une pénalité applicable lorsque celle-ci apparaît disproportionnée ou excessive.

Sauf mention contraire, les pénalités s'appliquent sur simple constat, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G-F.C.S, le montant total des pénalités ne fait l'objet d'aucun plafonnement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-F.C.S, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G-F.C.S et en cas de non-respect des délais d'exécution, le Titulaire encourt sans mise en demeure les pénalités suivantes :

17.1 – Retard des agents

En cas de retard du personnel, sur la première heure de prise de poste de l'agent, les pénalités sont décomptées comme suit :

Retard inférieur ou égale à 20 mn :	30,00 €
Retard entre 21 et 40 mn :	50,00 €
Retard entre 41 et 60 mn :	80,00 €

Au-delà de 1 heure de retard la pénalité s'élèvera à 80,00 € forfaitaire par heure entamée.

Les pénalités sont cumulatives.

17.2 – Liste du personnel non mise à jour

En cas de changement dans le personnel, le prestataire doit obligatoirement transmettre par courriel les modifications des agents devant intervenir sur le site. En cas de non-respect, le prestataire encourra une pénalité forfaitaire de 100,00 € par constat.

17.3 – Main-courante

Dès la première prise de fonction, un registre de main courante doit être fourni par le Titulaire et mis à disposition sur site pendant toute la durée du marché. Le registre doit indiquer le nom des agents en intervention et être signée par eux à chaque prise et fin de service. Toute indication jugée importante doit être consignée dans cette main courante. Le registre devra comporter le nombre et les heures des rondes réellement effectuées. Aucune latitude ne sera acceptée. En cas d'évènements graves (incendie, effraction, vol, malveillance sur personnes, animaux, biens mobiliers, immobiliers ou sur les mégalithes...), la prise de clichés photographiques et sa transmission en temps réel par le Titulaire sur la messagerie électronique du CMN (carnac@monuments-nationaux.fr) permettra au responsable sécurité du monument de mieux identifier l'évènement et le cas échéant de déposer une plainte à la gendarmerie.

Le registre devra être maintenu dans les locaux de la Maison des Pins.

En cas de non mise à jour quotidienne du registre, le prestataire peut encourir une pénalité forfaitaire de 50,00 € par constat.

En cas d'incident, le personnel du prestataire avertit immédiatement l'administrateur du monument ou son représentant dont les coordonnées téléphoniques seront consignées dans le registre de main courante.

17.4 – Non-respect des consignes

Le prestataire encourt une pénalité forfaitaire de 60,00 € en cas de non-respect des consignes émanant de l'Administrateur du monument ou de son représentant.

17.5 – Non port de la tenue vestimentaire

Le prestataire encourt une pénalité forfaitaire de 60,00 € en cas de non port de la tenue vestimentaire.

17.6 – Non transmission des informations relatives à la reprise du personnel

Une pénalité de 100€ par jour de retard est appliquée en cas de non transmission des informations relatives à la reprise du personnel (article 10-7 du présent document). Cette pénalité est applicable dès le 11ème jour de retard.

17.7 – Mise en demeure

Dans le cas de prestations non conformes, l'administrateur peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de quarante-

huit (48) heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire n'apporte pas une prestation normale, l'administrateur peut y pourvoir aux frais du titulaire.

Le présent article s'applique sans préjudice de résiliation possible, conformément aux dispositions du chapitre 7 (articles 38 à 45) du C.C.A.G-.F.C.S.

Article 18 - Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à 14 et aux articles R. 2193-1 à 22 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception) une Déclaration de sous-traitance (imprimé DC 4) dûment remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularité fiscale et sociale du sous-traitant.

Une copie des documents devra être communiquée par le titulaire au sous-traitant.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toute les obligations résultant du marché tant envers le pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société.

Article 19 - Cession ou nantissement de créance

Le montant maximal de la créance que je pourrai céder ou nantir est de euros TVA incluse

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun.

Conformément à l'article R.2191-54 du code de la commande publique, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable du Centre des monuments nationaux.

Conformément à la loi 81.1 du 2 janvier 1981 modifiée et à l'article 6 du décret n°93-977 du 31 juillet 1993, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du présent marché par un établissement de crédit doit être notifié à l'adresse suivante :

Monsieur l'agent comptable
Centre des monuments nationaux
62, rue Saint Antoine
75186 PARIS Cedex 04

Article 20 - Assurances

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 21 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du Titre IX chapitre III (parties législatives et réglementaire) du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

Article 22 - Changement dans la structure de la société

Le Titulaire doit obligatoirement notifier au Centre des Monuments Nationaux toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. L'établissement se réserve le droit de résilier, dans un délai d'un mois après cette notification, le présent marché sans être tenu au paiement d'une indemnité. Il en est de même de tout projet de fusion et d'absorption.

Cette clause étant une condition expresse, toute infraction pourra entraîner la résiliation immédiate du marché sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

Article 23 - Obligation de transmission semestrielle

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), le titulaire de l'marché doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code.

Lorsque le cocontractant est établi en France, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'une attestation de déclarations sociales et fiscales de moins de 6 mois
- d'un extrait K-bis de moins de 3 mois ou carte d'identification du Répertoire des Métiers

Dans le cadre des obligations légales – tant des entreprises et du pouvoir adjudicateur - le Centre des monuments nationaux a souscrit à la plateforme en ligne E-Attestations, afin de simplifier et de sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation ; elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la validité de l'adresse courriel transmise, qui servira pour les relances de la plateforme.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 24 du présent C.C.P-A.E.

Article 24 - Résiliation

En cas de non-respect des clauses du présent marché, celui-ci peut être résilié conformément aux dispositions du Chapitre 7, Articles 38 à 45 du C.C.A.G-F.C.S.

Les prestations peuvent être exécutées aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du C.C.A.G-F.C.S.

Article 25 - Litiges

En cas de litige nés de l'exécution ou de l'interprétation du marché, les parties essaient de trouver une solution amiable.

En cas d'impossibilité de trouver un accord, les litiges seront soumis au juge administratif. Le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent.

Article 26 – Clause Diversité et égalité

Le Centre des Monuments Nationaux, engagé dans une démarche d'obtention du label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Le CMN s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire fourni en annexe au règlement de consultation.

Ce questionnaire transmis en même temps que l'offre, n'a pas de valeur contraignante. Toutefois, ce questionnaire renseigné est exigé du seul titulaire dans les quinze jours suivant la date de notification du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification du marché si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Article 26 – Dérogations

Par dérogation à l'article 1er du C.C.A.G-F.C.S, il n'est pas renseigné de liste récapitulative des articles auxquels le présent A.E – C.C.P déroge.

Fait en un seul original,

À, le.....

Signature de l'entreprise¹⁴

Nom et qualité du signataire :

Cachet de l'entreprise

¹⁴ En cas de groupement, tous les membres du groupement doivent signer l'marché, sauf si le mandataire a été habilité par les autres membres du groupement à signer seul l'marché. Dans ce dernier cas, la signature doit être celle du mandataire habilité qui doit fournir le document lui donnant délégation de signature au nom et pour le compte des autres entreprises membres du groupement (exemple : formulaire DC1).

Partie réservée

La présente offre est acceptée.

Elle est complétée par l'annexe suivante (Le candidat doit cocher la case si nécessaire) :

☒ Annexe n°1 : Plan des alignements

☐ Annexe n°2 relative à la présentation d'un ou de plusieurs sous-traitants (ou DC4) ;

☐ Annexe n°3 relative à la répartition des prestations (groupement conjoint)

Pour le contrôle budgétaire et comptable ministériel	POUVOIR ADJUDICATEUR
Visé Sous le n°	A, le Pour le pouvoir adjudicateur, Le Président du Centre des Monuments Nationaux

ANNEXE N°2 RELATIVE A LA PRESENTATION D'UN OU DE PLUSIEURS SOUS-TRAITANTS

*DEMANDE D'ACCEPTATION DU (DES) SOUS-TRAITANTS ET D'AGREMENT DES CONDITIONS
DE PAIEMENT DU (DES) CONTRAT(S) DE SOUS-TRAITANCE*

**Joindre un acte spécial (formulaire DC4) renseigné, par sous-traitant, et accessible à l'adresse
suivante :**

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ANNEXE N°3 RELATIVE A LA REPARTITION DES PRESTATIONS (GROUPEMENT CONJOINT)

Répartition des prestations

Désignation des membres du groupement	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation (à remplir uniquement en cas de groupement conjoint ou si les membres du groupement souhaitent un paiement sur des comptes distincts)

Indiquer le RIB de chaque cotraitant dans le tableau ci-dessous et joindre les RIB originaux de chacun.

Coller un RIB original

Coller un RIB original

